

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 10/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PROMOTRAME**

Chemin du Moulin Benoit Prolongé  
76260 Longroy

Références : UDRD.2026.02.T.51  
Code AIOT : 0005800426

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement PROMOTRAME implanté Chemin Moulin Benoit Prolongé 76260 Longroy. L'inspection a été annoncée le 14/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exploitant a fait l'objet d'une visite le 23/9/2025 qui concluait à proposer au préfet les sanctions suivantes:

- une astreinte journalière de 110€/jour jusqu'à fourniture du bon de commande concernant la réalisation du bassin de rétention des eaux pluviales ou d'incendie;
- une astreinte journalière de 200€/jour démarrant 2 mois après fourniture d'un bon de commande pour la mise en service d'un bassin de rétention;
- une astreinte journalière de 50€/jour jusqu'à fourniture du bon de commande concernant la réalisation des analyses des rejets de PFAS dans l'eau;
- une amende administrative de 500€ pour ne pas avoir respecté l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 27/12/2022 (bassin de rétention et décanteur), et une seconde amende administrative de 500€ pour

ne pas avoir respecté l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 27/03/2025 (analyse des PFAS);  
- un arrêté de mise en demeure de respecter les prescriptions des articles 3.2.8, 3.3.1, 3.3.3.1 et 5 de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2008 relatives à la gestion des déchets et aux mesures concernant les impacts du plomb et autres métaux sur l'air et les sols;

- un arrêté de mise en demeure de cesser l'activité de traitement de déchets dangereux par calcination ou de régulariser cette activité par un dossier.

Pour rappel, l'exploitant est déjà sous le coup de 2 mises en demeure (en date des 27/12/2022 et 27/3/2025).

L'exploitant a indiqué dans le délai de la procédure de contradictoire de ces propositions de suites qu'il avait engagé les actions correctives pour parvenir à la conformité. L'inspection s'est donc rendue sur le site le 29/01/2026 pour vérifier les actions entreprises par l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROMOTRAME
- Chemin Moulin Benoit Prolongé 76260 Longroy
- Code AIOT : 0005800426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PROMOTRAME est autorisée par arrêté préfectoral du 4 septembre 2008 modifié à exercer une activité de récupération des matériaux non ferreux présents dans les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) dont les cartes électroniques, et les câbles électriques. Le site est découpé en deux parties distinctes: la partie nord avec les activités de broyage et la partie sud avec une aire de stockage et de manutention.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/12/2022	AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1er	Avec suites, Demande d'action corrective, Astreinte, Amende	Astreinte, Amende, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
2	Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en	AP de Mise en Demeure du 27/03/2025, article 1er	Avec suites, Demande d'action corrective, Astreinte, Amende	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	demeure du 27/03/2025				
3	Retombées atmosphériques autour des broyeurs de déchets métalliques	Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.2.8, 3.3 et 5	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier, Mesures conservatoires	Mise en demeure, dépôt de dossier	4 mois
5	Nature des déchets entrants et sortants -Traçabilité BSD Registre déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43 et R.541-45	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, déchets, Demande d'action corrective	Amende, Mise en demeure, déchets, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Avec suites, Mise en demeure, déchets	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Conformité des transferts	Règlement européen du 22/12/2020, article Règlement 1013/2006 article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral du 04/09/2008 modifié à exploiter une activité de récupération et de traitement de matières métalliques recyclables.

L'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas totalement répondu aux précédentes demandes de

l'inspection, notamment sur

- le dimensionnement du bassin sur l'aire de stockage et de manutention, ainsi que le point de rejet de celui-ci ;
- l'évacuation des déchets entreposés de l'aire de "stockage et de manutention", notamment ceux situés sur la zone bétonnée mais non raccordée de 2000 m<sup>2</sup> et la zone non imperméabilisée;
- la surveillance des retombées atmosphériques ;
- le traitement des déchets dangereux ;
- le suivi des déchets dans Trackdéchets ;
- la mise sous abri des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ;

L'inspection propose les sanctions administratives suivantes à monsieur le préfet de la Seine-Maritime :

- une astreinte journalière de 200 €/jour jusqu'à la justification du bon dimensionnement du bassin, et du raccordement de celui-ci à l'aire "zone de traitement";
- une amende administrative de 500 euros pour ne pas avoir respecté l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 27/12/2022 (bassin de rétention) ;
- une amende administrative de 500 euros pour ne pas avoir respecté l'article L.541-45 du code de l'environnement (non signature des BSD à réception) ;

Ainsi que de mettre en demeure l'exploitant de:

- respecter les prescriptions des articles 3.3.1, 3.3.3.1, et 5.1, 5.3 et 5.6 de l'arrêté préfectoral du 04/09/2008 relatives à la gestion des déchets et aux mesures concernant les impacts du plomb et autres métaux sur l'air et les sols, **délais 3 et 6 mois** ;
- de respecter les tirets 2 à 5 (couverture de l'aire des DEEE) du 1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23/11/2005 relatif aux modalités de traitement des DEEE, **délais 1 mois** ;
- de respecter l'article L.541-45 du code de l'environnement sur la traçabilité des déchets, **délais 1 mois**.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/12/2022

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/12/2022, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pollution accidentelle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/09/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Astreinte, Amende</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/06/2026</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><b>3.1.11.2.</b> eaux pluviales polluées, cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant justifie du dimensionnement (pentes, capacité, taux d'évaporation, réseau...) de la rétention des eaux d'une pluie décennale ou d'un incendie sur la dalle "aire de stockage et de manutention". Dans le cas où le système existant ne répondrait pas à ces objectifs, une proposition de système de collecte/traitement des eaux pour cette partie sera proposé, avec des délais de mise en œuvre.</p>

## Constats :

Suite à la visite d'inspection du 23 septembre 2025, et constatant que la mise en demeure du 27 décembre 2022 n'était pas respectée concernant le point 3.1.11.2 de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2008, le préfet avait adressé à l'exploitant pour avis contradictoire un projet d'arrêté d'amendes et d'astreintes administratives. L'exploitant a formulé ses observations sur ce projet par courriel du 14 janvier 2026 en indiquant notamment que le bassin de rétention était mis en service. La présente visite avait pour but de vérifier la bonne mise en service de ce bassin.

Les inspectrices ont constaté que, concernant la surface bétonnée de 4 100 m<sup>2</sup>, les travaux de raccordement à un bassin de rétention ont été réalisés, le bassin de rétention est mis en œuvre, ainsi que le débourbeur/déshuileur.

En revanche, aucune évacuation des eaux du bassin vers la Bresle n'est prévue. Aux dires de l'exploitant, la surverse actuelle ferait un circuit fermé en repassant par le débourbeur/déshuileur pour retourner dans le bassin. L'inspection considère qu'un circuit fermé ne permet pas d'évacuer les eaux et de faire baisser le niveau.

Une motopompe est cependant présente pour évacuer l'excédent d'eau présente dans le bassin sur la partie Nord du site dite "zone de traitement". Toutefois aucun tuyau ne se trouvait à proximité immédiate

Les mesures du bassin ne permettent pas de vérifier si le bassin est correctement dimensionné (environ 10 x 12 x ? mètres le bassin n'a pas de pige). Le volume attendu est de 189m<sup>3</sup> selon les calculs fournis par l'exploitant en 2023

L'exploitant indique ne pas encore avoir rédigé de consignes concernant la hauteur à laquelle le pompage doit être effectué afin de garantir la disponibilité du volume de rétention des eaux d'une pluie décennale. L'exploitant indique vouloir installer une évacuation directe sur l'aire dite "zone de traitement" afin de n'avoir qu'un seul point de sortie pour les analyses des rejets annuels.

La prescription 3.1.11.2 n'est pas encore respectée pour ce qui concerne les 4 100 m<sup>2</sup>, les travaux réalisés n'assurant pas le rejet dans le cours d'eau voisin.

Dans l'hypothèse où l'exploitant ne raccorderait pas l'évacuation sur l'aire dite "zone de traitement", il devra effectuer des analyses des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) et de fluor organique adsorbable (AOF) sur le point de rejet du bassin.

**L'inspection considère que les travaux réalisés ne permettent pas d'assurer l'envoi des effluents collectés vers la Bresle. Le point 3.1.11.2 de l'arrêté du 4 septembre 2008 n'est toujours pas respecté.**

**- Considérant que l'exploitant n'a pas déféré dans le temps imparti à la mise en demeure dont il a fait l'objet, conformément à l'article L.171-8-II-4° du code de l'environnement, l'amende administrative d'un montant de 500 €, pour le non respect de l'article 1 de l'AP de mise en demeure du 27/12/2022, telle que proposée dans le projet d'arrêté envoyé à l'exploitant est maintenue.**

**- l'astreinte de 200 euros par jour jusqu'à la mise en service effective du bassin, c'est à dire le raccordement définitif du bassin vers la partie Nord "aire de traitement", permettant le rejet vers la Bresle après traitement des effluents, et la fourniture du justificatif du bon dimensionnement du bassin.**

**Pour mémoire, le deuxième point de l'article 1er du projet d'arrêté d'amendes et d'astreintes est supprimé (amende de 500 € pour non respect de la mise en demeure du 27 mars 2025 sur les mesures de PFAS, et les points a) et b) de l'article 2 (astreintes de 110 et 50€ par jour jusqu'à**

fourniture du bon de commande du bassin et réalisation de l'analyse des PFAS dans les rejets) sont supprimés également, ces sujets ayant été traités.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Demande n°1</b> : Un justificatif du bon dimensionnement du bassin de rétention, l'évacuation des déchets des aires de stockage non raccordées et la réalisation du raccordement vers l'autre plateforme sont attendus dans un <b>délais de 4 mois</b> .
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Astreinte, Amende, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais</b> : 4 mois

**N° 2** : Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/03/2025

<b>Référence réglementaire</b> : AP de Mise en Demeure du 27/03/2025, article 1er
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, PFAS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/09/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Astreinte, Amende</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/06/2026</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La société PROMOTRAME à LONGROY, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation des activités de récupération et de traitement de matières métalliques recyclables, <b>dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté</b>, les prescriptions de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 reprises ci-après :</p> <p><i>« L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. ».</i></p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a réalisé les 3 mesures d'analyse des PFAS et AOF dans les rejets d'eau et a transmis les résultats sous le portail de télédéclaration GIDAF.</p> <p>Dans l'article 4-I il est indiqué des limites de quantification : "Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée."</p> <p>Toutefois l'exploitant n'a pas commenté les résultats, notamment sur le dépassement en novembre.</p> <p>La somme des 20 PFAS recherchés était de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en octobre : 80 ng/L (constitué de L_PFOA et L_PFOS) ;</li> <li>• en novembre : 530 ng/L (constitué uniquement des L_PFBs)</li> <li>• en décembre : n.d car inférieure à la limite de quantification.</li> </ul>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Demande n° 2 :</b> l'exploitant commentera les résultats de la campagne de novembre pour l'acide perfluorobutanesulfonique (PFBS). Il indiquera notamment ce qui a produit ce résultat et ce qu'il entreprend pour que cela ne se reproduise pas.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 3 : Retombées atmosphériques autour des broyeurs de déchets métalliques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.2.8, 3.3 et 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures des retombées, impact lié aux émissions
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/09/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Mise en demeure, déchets</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/06/2026</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.2.8 - mesures des retombées</p> <p>L'inspection des Installations Classées peut demander, si elle le juge nécessaire, que des mesures des retombées de poussières soient effectuées au moyen d'appareils dont le nombre et l'implantation seront déterminés avec son accord.</p> <p>3.3 - Recyclage et élimination des déchets</p> <p>3.3.1 Prévention</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour limiter la production de déchets, sous produits et résidus de fabrication, tant en quantité qu'en toxicité, et pour assurer une bonne gestion des déchets ...</p> <p>3.3.3.1</p> <p>Les déchets solides ou pâteux produits par l'établissement sont stockés, avant leur valorisation ou élimination, dans les conditions ne présentant pas de risques de pollution (notamment prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines et des envols e des odeurs) ni de dangers ou inconvénients tels que définis au titre premier du livre 5 du code de l'environnement. Les conditions de stockage satisfont notamment au paragraphe 3.1.6.</p> <p>Le stockage des déchets pulvérulents doit répondre aux dispositions du § 3.2.5.</p> <p>5 - Evaluation des risques sanitaires : impact lié aux émissions de plomb à l'atmosphère</p> <p>5.1 objet</p> <p>L'exploitant est tenu de faire réaliser un diagnostic de l'état des sols au regard d'une contamination au plomb qui serait susceptible de poser un problème sanitaire. Les analyses de sol effectuées en l'an 2000 pourront être réutilisées et complétées. Par ailleurs, des analyses supplémentaires d'éléments métalliques seront menées aux endroits où les dépôts les plus</p>



important en plomb auront été constatés. Les éléments recherchés seront : mercure, cadmium, cuivre, aluminium, fer et béryllium.

Ces prescriptions s'appliquent au site ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance du site.

#### 5.3 plan d'échantillonnage

L'exploitant établira ensuite un plan d'échantillonnage comprenant l'implantation des sondages et les profondeurs de prélèvements. Ce plan sera soumis à l'avis de l'inspection des ICPE et comportera un minimum de 15 échantillons.[...]

#### 5.6 Echancier

les échéances suivantes devront être respectées à compter de la date de notification du présent arrêté :

- description de l'environnement du site et plan d'échantillonnage : 4 mois
- résultats des investigations et commentaires : 6 mois

### **Constats :**

#### Mesure de la pollution des sols :

Le bureau d'étude a confirmé que des mesures ont été réalisées en 2000 sans toutefois pouvoir les présenter le jour de la visite.

Des déchets issus du process autres que le cuivre pur (gaine plomb ou aluminium parfois plastifiée, débris de papier mélangé à des fines de cuivre), ainsi que d'autres déchets divers sans rapport avec le process (ferraille) sont stockés sur les aires bétonnées et non bétonnée. L'inspection rappelle que seule l'aire de stockage de 4000 m<sup>2</sup> qui est raccordée au bassin équipé d'un dispositif de traitement peut recevoir les déchets issus du process. L'aire non bétonnée et l'aire bétonnée de 2000 m<sup>2</sup> ne peuvent accueillir de déchets quels qu'il soient.

Par ailleurs l'exploitant n'a pas envoyé la description de l'environnement du site, ni le plan d'échantillonnage, et aucune investigation n'a été faite sur les mesures de retombées de poussières, notamment sur les impacts liés aux émissions de plomb dans l'atmosphère, et aux impacts sur les sols du site et des terrains extérieurs. L'exploitant a envoyé un rapport de mesures dans le cadre du contrôle technique pour évaluer le risque chimique à différents postes de travail, ce qui n'était pas l'attendu de l'inspection. Les points 5.1, 5.3 et 5.6 de l'arrêté du 4 septembre 2008 ne sont donc pas respectés.

Au terme de la procédure contradictoire concernant le projet de mise en demeure, l'inspection propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles 5.1, 5.3 et 5.6 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2008 en réalisant sous 6 mois un diagnostic de l'état des sols, et faisant évaluer ses impacts en particulier ceux liés aux émissions de plomb, mercure, cadmium, cuivre, aluminium, fer et béryllium sur l'environnement et la santé humaine. Des mesures de ses polluants sont réalisées dans les sols et végétaux du site et des terrains extérieurs susceptibles d'être impactés.

Voici les attendus pour la stratégie de surveillance qui vise les trois matrices environnementales suivantes :

1. les dépôts atmosphériques : au moins 8 semaines de prélèvements, réparties en deux campagnes d'un mois ;
2. les sols : une campagne de prélèvements, concomitante avec l'une des périodes de prélèvement des dépôts atmosphériques ;
3. les végétaux (herbes, mousses au sol, éventuellement légumes ou fruits si présents sur un emplacement jugé pertinent) : une campagne de prélèvements, concomitante avec la

période de prélèvements des sols.  
et qui précisera notamment :

- le périmètre retenu pour la zone d'étude ;
- la liste des documents d'appui (réglementation, carte ...) ;
- la nature des milieux et le contexte local, notamment la localisation des zones ou lieux présentant un enjeu sanitaire ;
- la description du site avec la localisation des zones d'émission identifiées ;
- les polluants suivis, qui devront inclure les poussières, le plomb, les polychlorobiphényles de type dioxine (PCB-dl), les polychlorobiphényles indicateurs (PCBi), les dioxines et furanes (PCDD/F) ;
- le choix des méthodes de prélèvements et d'analyse ;
- le choix des périodes de prélèvements ;
- l'historique des conditions météorologiques en lien avec la topographie du site ;
- le choix de la localisation des stations de mesure et points de prélèvements, ainsi que leur nombre. Un minimum de quatre points de prélèvement, dont trois points impactés par les retombées de l'installation et un point témoin en dehors de la zone de l'installation (et non sous la zone d'influence d'une autre installation émettrice de ces polluants), seront définis.

#### Gestion des déchets :

Il a été constaté la présence de nombreux déchets résultant de l'activité de Promotrame (papiers, plomb, plastique...) stockés sur le site. La quantité a augmenté depuis la précédente visite de septembre 2025.

Promotrame semblant ne pas disposer d'exutoire pour évacuer ces déchets, l'inspection va envoyer un courrier à la société productrice des déchets demandant de venir récupérer les déchets issus du process notamment les gaines, le papier, la grenaille, les pelures plomb, les câbles. Par ailleurs la zone de 2 000 m<sup>2</sup>, sur laquelle les eaux météoriques ne sont pas gérées, n'a pas été débarrassée des déchets présents, ce qui traduit une mauvaise gestion des déchets (Cf article 3.3.1 visé ci-dessus)

**Au terme de la procédure contradictoire menée, l'inspection propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles 3.3.1, 3.3.3.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2008 en évacuant sous 3 mois tous les déchets stockés sur l'aire de stockage et de manutention qui ne sont pas en rapport avec l'activité du site (ferraille etc...), principalement sur l'aire de 2000 m<sup>2</sup> et l'aire non bétonnée.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n° 3** : En complément des demandes formulées dans la mise en demeure concernant l'évaluation des risques de pollution, l'exploitant doit transmettre sa stratégie de surveillance des retombées atmosphériques, sols et végétaux à l'inspection, Les polluants suivis devront inclure les poussières, le plomb, les polychlorobiphényles de type dioxine (PCB-dl), les polychlorobiphényles indicateurs (PCBi), les dioxines et furanes (PCDD/F).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 4 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Classification de l'installation contrôlée
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 23/09/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier, Mesures conservatoires</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/03/2026</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 4 septembre 2008 modifié et par antériorité à pratiquer une activité de transit de DEEE sous la rubrique 2711 (régime d'enregistrement 1500 m<sup>3</sup>) et de traitement des DEEE non dangereux sous la rubrique 2791 (régime d'autorisation 40 t/j).</p> <p>Le traitement des DEEE dangereux qui relève de la rubrique 2790 n'est pas autorisé sur site.</p> <p>L'exploitant est autorisé à traiter des câbles téléphoniques de gros diamètre (plusieurs centimètres) composés de fins fils de cuivre entourés de papier et enfermés dans une gaine en plomb ou composite (plomb/Aluminium, acier et plastique PET et/ou PVC) sous la rubrique déchets non dangereux 2791.</p> <p>Suite à la mise à jour en novembre 2024 du guide de caractérisation des déchets de l'INERIS en particulier de la nécessaire prise en compte du plomb sous sa forme massive (pages 371 à 378 du guide disponible :</p> <p><a href="https://www.ineris.fr/sites/default/files/contribution/Documents/Guide_minist%C3%A8re_classification_r%C3%A9glementaire_d%C3%A9chets_novembre_2024_0.pdf">https://www.ineris.fr/sites/default/files/contribution/Documents/Guide_minist%C3%A8re_classification_r%C3%A9glementaire_d%C3%A9chets_novembre_2024_0.pdf</a>), ces câbles sont désormais à classer en déchets dangereux et leur traitement relève alors de la rubrique 2790 dont l'exploitant peut bénéficier au titre de l'antériorité.</p> <p>Concernant la rubrique 2770, l'exploitant indique ne pas faire de traitement thermique de production, mais faire des échantillonnages dans le but de quantifier précisément les fractions minimales de matière et métaux précieux présentes dans les déchets pour le compte des affineurs.</p> <p>L'inspection a constaté lors de la visite que le four de calcination est de très petite taille et ne semble pas permettre le traitement de lot de déchets important.</p> <p>L'inspection a constaté que les déchets dangereux relevant du BSD n°BSD-20240925-KCEG29WEJ ne sont plus présents sur le site, l'exploitant a remis à l'inspection le jour de la visite un BSD attestant de leur reprise par la société qui les avait expédiés pour échantillonnage.</p> <p>L'inspection constate que de nombreux équipements vétustes de l'ancienne activité de fonderie ne semblent en effet plus utilisés sur le site.</p> <p>L'exploitant déclare que les activités pratiquées sur le site sont désormais :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le traitement des câbles sous plomb;</li><li>- le broyage de DEEE en vue de leur échantillonnage ;</li><li>- l'échantillonnage (avec calcination) de déchets industriels divers.</li></ul>

<p>Tous ces éléments sont des modifications notables que l'exploitant doit porter à la connaissance du préfet avec une demande de bénéfice de l'antériorité pour le traitement des câbles.</p> <p>Le traitement de déchets dangereux autres que les câbles doit faire l'objet d'une demande d'autorisation au titre de la rubrique 2790.</p> <p><b>L'inspection demande à l'exploitant :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de déposer une demande de bénéfice d'antériorité concernant l'activité de traitement des câbles sous plomb, activité inchangée mais relevant désormais de la rubrique 2790 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</li> <li>- d'adresser un rapport à connaissance concernant l'arrêt de l'activité industrielle de traitement thermique et de calcination, désormais remplacée par une activité d'échantillonnage</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande n° 4</u></b> : L'inspection demande à l'exploitant, sous 4 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de déposer une demande de bénéfice d'antériorité concernant l'activité de traitement des câbles sous plomb, activité inchangée mais relevant désormais de la rubrique 2790 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</li> <li>- d'adresser un rapport à connaissance concernant l'arrêt de l'activité industrielle de traitement thermique et de calcination, désormais remplacée par une activité d'échantillonnage</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

**N° 5 : Nature des déchets entrants et sortants -Traçabilité BSD Registre déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43 et R.541-45</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Illégaux, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/09/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, déchets, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/01/2026</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b><u>Article R541-43 :</u></b></p> <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p> <p>...</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique</p>

centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;...

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; ...

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

#### **R.541-45 I.-:**

Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

#### **Constats :**

L'exploitant dispose d'un compte Trackdéchets sous le numéro de SIRET Etablissement : 58214600700049 qui correspond au site de LONGROY. L'exploitant s'est connecté le jour de la visite à son compte, l'inspection a constaté que des BSD concernant des déchets entrants sont en attente de signature de sa part (au nombre de 23).

Actuellement seul le BSD signé de la précédente visite apparaît sur le registre, il correspond au renvoi des déchets dangereux (électrodes) non traités sur le site qui ont depuis été retournés au producteur sans qu'un BSD électronique ne soit émis sous Trackdéchets. Le BSD émis pour le retour des électrodes est un formulaire papier, dont l'utilisation pour les déchets dangereux n'est plus autorisée depuis le 1er juillet 2022, remis à l'inspection le jour de la visite.

L'inspection constate que ce BSD est mal renseigné puisque la destination indiquée page 2 est le site de départ et que les cases 10 et 11 ont été signées par le producteur ayant repris les déchets en novembre 2025.

A ce jour le registre des déchets entrants accessible à l'inspection sous Trackdéchets atteste qu'aucun des BSD n'a été signé à réception.

L'inspection rappelle que les câbles désormais classés déchets dangereux (cf. PC2) doivent être accompagnés d'un BSD électronique, que l'exploitant doit signer à réception.

**L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous 1 mois, l'article R.541-45 en procédant à la signature à réception des BSD émis par ses clients sous Trackdéchets, en refusant les déchets de câble qui lui sont envoyés sans BSD électronique et en procédant à l'émission d'un BSD électronique pour tous les déchets dangereux qui quittent son site.**

**Conformément à l'article L.541-3 du code de l'environnement, l'inspection propose également une amende administrative d'un montant de 500 € pour non respect de l'article L.541-45 du code**

de l'environnement (absence d'émission et/ou de signatures des BSD de tous les déchets dangereux admis ou sortants du site).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <u><b>Demande n° 5</b></u> : L'exploitant doit signer les BSD des déchets qu'il a réceptionnés sous un délai de 1 mois. <b>Puis les BSD sont signés électroniquement dès leur réception, puis à chaque étape (acceptation, traitement).</b>  <u><b>Demande n° 6</b></u> : l'exploitant doit obtenir du producteur des déchets de câble l'émission d'un BSD sous Trackdéchets préalablement à toute expédition sur son site sous un délai de 1 mois.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Amende, Mise en demeure, déchets, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais</b> : 1 mois

#### N° 6 : Contrat avec un éco-organisme

<b>Référence réglementaire</b> : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
<b>Thème(s)</b> : Illégaux, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/09/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/02/2026</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Au sens du présent article, on entend par :  1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;  2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.  II. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

III. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

#### **Constats :**

L'exploitant a déclaré avoir pris contact avec l'éco-organisme (EO) Ecologic et a transmis à l'inspection un courriel du 23 janvier 2026 qui fait état de cet échange.

Dans son courriel, l'éco-organisme note que *"Après analyse de votre activité, il apparaît que vous intervenez exclusivement en tant que prestataire de broyage pour trois clients distincts, sans jamais être détenteur : ..."* La déclaration des flux traités par le site PROMOTRAME ne serait pas autorisée car ces flux sont déjà déclarés par les sociétés expéditrices. L'éco-organisme ne statue pas sur la possibilité de ne pas signer de contrat et renvoie la réponse à son service conformité.

L'inspection estime que la non-nécessité de déclarer les flux traités sur son site à un EO (qui seraient déjà déclarés par ailleurs) n'est pas un motif d'exemption de signature d'un contrat avec un éco-organisme tel que prévu par l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement.

Par ailleurs, l'exploitant est bien détenteur des déchets au titre de l'article L.541-1-1 du code de l'environnement lorsqu'il en a la garde pour traitement sur son site même lorsqu'il n'en prend pas commercialement possession. En conséquence l'inspection estime qu'un contrat pour traitement de DEEE avec un EO est nécessaire.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°7 :** L'exploitant doit signer un contrat pour traitement de DEEE avec un EO. **Délai 1 mois.**

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 :** Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/09/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, déchets</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/01/2026</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs.</li> <li>-couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</li> <li>-la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;</li> <li>-l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;</li> <li>-l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).</li> </ul> <p>Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ;</li> <li>-les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;</li> <li>-les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;</li> <li>-elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les débris de cartes électroniques et de métaux issus du traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sont toujours présents sur les deux dalles sans être mis à l'abri des intempéries, toutefois la dalle de 4000 m<sup>2</sup> est relié au dispositif de traitement et du bassin de rétention.</p> <p>L'exploitant a déplacé la benne de condensateurs usagés (déchets dangereux) sous le hangar, mais elle n'est toujours pas évacuée.</p> <p>Les fauteuils électriques ont été bâchés mais non évacués.</p> <p><b>L'inspection propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure, sous un délai d'1 mois, l'exploitant de respecter les tirets 2 à 5 du point 1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23/11/2005 relatif à la couverture des DEEE lorsque cette absence est susceptible de provoquer :</b></p>



- la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;
- l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre ou les mousses).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n° 8 :** l'exploitant doit mettre à l'abri des intempéries, **sous un délai d'1 mois**, les DEEE et débris de DEEE susceptibles d'émettre des polluants dans l'eau (condensateurs, autres parties électroniques, broyats de cartes) ou d'accumuler de l'eau (mousse des sièges, etc.) et évacuer les DEEE non issue du process sous le même délai.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 8 : Conformité des transferts**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 22/12/2020, article Règlement 1013/2006 article 1

**Thème(s) :** Illégaux, Conformité des transferts au règlement UE 1013/2006

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/01/2026

**Prescription contrôlée :**

1. Le présent règlement établit les procédures et les régimes de contrôle applicables au transfert de déchets, en fonction de l'origine, de la destination et de l'itinéraire du transfert, du type de déchets transférés et du type de traitement à appliquer aux déchets sur leur lieu de destination.

**Constats :**

L'exploitant a fourni une annexe VII complétée, ainsi qu'un contrat avec la société étrangère destinataire.

Le contrat ne mentionne pas les exigences concernant l'engagement des parties à respecter le règlement relatif aux transferts transfrontaliers de déchets (règlement n°1013/2006 du 14 juin 2006, remplacé par le règlement n° 2024/1157 du Parlement européen et du Conseil relatif aux transferts de déchets, publié le 30 avril 2024 et dont les dispositions seront applicables à partir du 21 mai 2026).

Pour rappel le règlement n° 2024/1157 impose la dématérialisation des formulaires (annexe VII) sous GISTRID à partir du 21 mai 2026.

Les modalités sont disponibles sous : <https://info.gistrid.din.developpement-durable.gouv.fr/creer-une-annexe-vii-dans-gistrid-a118.html>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°9 :</b> L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- disposer d'un contrat de valorisation avec la société étrangère destinataire conforme au règlement relatif aux transferts transfrontaliers de déchets.</li> </ul> <p><b>Délai, 1 mois.</b></p> <p><b>L'exploitant doit dématérialiser les formulaire annexe VII sous GISTRID à partir du 21 mai 2026.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois